

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Présentation

Numéro 5 (45), printemps 1981

La recherche-action : enjeux et pratiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034870ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034870ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

(1981). Présentation. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (5), 7–9.

<https://doi.org/10.7202/1034870ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1981

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Présentation

Pour préparer ce numéro consacré à la recherche-action, le comité québécois est parti du constat que lorsqu'on parle de recherche-action, on se trouve souvent en présence de deux mondes qui ont chacun leur logique indépendante : celui de la production d'un discours scientifique et celui de la production d'un discours de légitimation par des groupes d'action. On rencontre des individus qui essaient de se situer et dans le domaine universitaire et dans les groupes populaires en même temps ; on essaie de joindre ces deux mondes qui veulent s'ignorer et qui souvent n'ont aucun besoin l'un de l'autre.

Il y a plusieurs conceptions de la recherche-action, tant au niveau des définitions théoriques que des expériences qui s'en réclament. La revue devrait-elle les accueillir dans leur diversité ? Non. Car si le projet d'ensemble de la revue est de favoriser une réappropriation par les groupes du contrôle de leur santé, de leur éducation, de leur logement, de leurs conditions de vie, le spécifique d'un numéro consacré à la recherche-action devrait porter sur la capacité de réflexion critique, d'apprentissage qu'un groupe peut manifester sur sa propre action, sa prise de conscience de la réalité concrète de son action, sa capacité de pouvoir décider par lui-même de façon rationnelle des orientations et des modifications qu'il doit apporter à son projet d'action. C'est donc la conscience critique constructive d'un groupe, sa capacité de s'accrocher plus à l'analyse scientifique de son action qu'à l'« espoir », qui est en cause ici.

Dans cette perspective, la recherche-action est bien un produit du groupe, une réflexion sur sa propre action, son geste de s'appropriier complètement sa propre pratique. Et ce produit ne peut pas être « importé » : il faut qu'il exprime l'action du groupe ; et cette action inclut la recherche de sa propre vérité, ce qui est l'essentiel d'une science des pratiques sociales.

La recherche-action ne peut donc pas être l'input d'un groupe de bénévoles qui viennent d'ailleurs pour apporter à des « sous-développés » quelque chose qu'ils n'auraient pas. Une telle perspective, c'est la mort ! Pourtant, on a souvent l'impression que telle est la situation : la terminologie de la recherche-action et sa problématique ne viennent pas de l'activité des « groupes populaires », mais des efforts de groupes extérieurs d'apporter quelque chose en se trouvant en même temps une pertinence et une légitimation. Les interlocuteurs sont très souvent des universitaires ou des secteurs de la petite-bourgeoisie, habituellement des professions dont la légitimité professionnelle est mal reconnue (infirmières, travailleurs sociaux, éducateurs d'adultes, etc.), qui ne se trouvent pas directement dans les fonctions de contrôle des appareils semi-étatiques, par exemple des infirmières de santé communautaire plutôt que des administrateurs d'hôpitaux...

C'est à partir de ces points de repère que le comité se fixe huit critères pour sélectionner des expériences de recherche-action qui alimenteront une réflexion pertinente aux objectifs de la revue. Les con-

tributions devraient donc idéalement réunir les caractéristiques suivantes :

- a) Elles relatent une expérience d'action effectivement réalisée qui met en rapport un groupe constitué et un chercheur.
- b) Conformément aux objectifs de la revue, les expériences relatées se situent dans des rapports vécus de domination de la part du groupe qui est partenaire de l'intervention (on « part » d'une situation de domination).
- c) Les expériences relatent un processus d'interaction entre un groupe et un « détenteur de connaissance » (chercheur, formateur). Les méthodologies sont définies en interaction, non en vase clos. C'est une forme d'apprentissage collectif.
- d) Le groupe est préexistant au chercheur. Il est généralement le demandeur de l'intervention, mais pas nécessairement. (À la limite, le groupe est capable de se définir sans l'action du chercheur). C'est plus une action-recherche qu'une recherche-action.
- e) Dans ce processus, le groupe se manifeste comme porteur d'une volonté de prise en main, de contrôle, de participation à l'égard de sa situation.
- f) L'expérience décrit comment le groupe acquiert une conscience critique de sa propre situation, détermine une stratégie pour la modifier (élément politique), produit une dynamique différente en rapport avec l'intervention du « détenteur de connaissance ». Le groupe a également une conscience critique de son propre fonctionnement interne, par rapport à ses propres mécanismes de domination interne.
- g) L'expérience décrit comment l'interaction groupe-chercheur est productive d'une connaissance nouvelle en ce qui concerne le problème étudié (objet de l'intervention) (savoir populaire, expérimentiel vs. savoir académique) mais aussi en ce qui concerne les options et les stratégies du groupe (connaissance politique). Elle remet en question l'appareil conceptuel du chercheur. Il y a remise en question de la division du travail intellectuel. Le chercheur devient lui-même sujet de la recherche puisque son savoir (et son statut) se trouve modifié.
- h) L'expérience relatée doit connaître une certaine durée et ne peut pas être purement événement-

tielle (par exemple une session intensive de formation).

Le caractère relativement restrictif de ces critères exprime la volonté du comité de rédaction de jouer un rôle plus actif dans le développement d'une problématique de la revue. Nous avons en effet été amenés par la préparation de ce numéro à formuler deux constatations principales relativement au « projet », aux objectifs de la revue, qui sont fondées sur une évaluation des numéros précédents :

a) Notre discours sur les objectifs, le rôle éditorial de la revue est beaucoup trop implicite, voire absent. Tout se passe comme si on pensait que de la juxtaposition d'une série d'expériences prises pour elles-mêmes allait se dégager quelque chose, un enseignement, une vérité... quoi au juste ?

b) Au fond, ce qu'on aimerait trouver dans des articles qui parlent d'une pratique, ce n'est pas tant le récit « officiel », la quasi-légende de la lutte, l'histoire des hauts faits, mais beaucoup plus ce qui tout naturellement serait vite abordé avec l'auteur si on le rencontrait : comment lui, comme acteur, ayant une appartenance institutionnelle, une formation et des connaissances, impliqué dans un réseau de solidarités culturelles, syndicales, politiques, professionnelles, etc., voit la lutte, ses enjeux ; quelles stratégies il a développées face à l'organisation qui l'emploie pour parvenir à atteindre tel objectif, comment il voit le groupe, la population, les usagers avec qui il travaille, comment il tente de les mobiliser, comment ce groupe le voit lui, intervenant, etc. En d'autres termes, s'il est bien évidemment nécessaire qu'un auteur nous livre les éléments d'information pertinents pour comprendre le cadre dans lequel se déroule son intervention, ce que nous attendons de lui, c'est qu'il nous parle de lui comme acteur qui tente de réfléchir et de critiquer son action et celle de l'organisation à partir de laquelle il intervient. C'est à cette condition que des textes d'intervention de divers pays peuvent être intéressants au-delà des contextes nationaux.

Plusieurs articles des numéros précédents ont rendu très évidente la question des réalisations effectives des groupes ou expériences au-delà des discours qui s'y rapportaient et dont la fonction de légitimation de la part de l'auteur-acteur était souvent par trop évidente. Il était pour nous difficile d'éviter la question : « se passe-t-il réellement quel-

que chose dans plusieurs de ces groupes ? » Comment comprendre cette perpétuelle question de la difficulté de la participation sinon que ces groupes poursuivaient un but souvent mythique et dont le sens était par conséquent principalement à saisir en fonction des acteurs et de leur position de classe plutôt qu'en fonction des buts déclarés et de la population visée ?

C'est avec cette sorte de doute relatif sur le bien-fondé de la démarche de la revue que nous avons abordé la préparation du numéro sur la recherche-action ; ce n'est donc pas par hasard que nous avons insisté dans l'orientation de notre contribution à ce numéro sur une conception particulière de la recherche-action axée sur la capacité des groupes de produire et de prendre en charge la critique de leur production et de leur fonctionnement.

Dans cette perspective, nous présentons trois textes d'expériences en santé et sécurité au travail et en milieu agricole : ils apportent une contribution importante au développement de la problématique que nous essayons de bâtir non seulement pour le thème de la recherche-action mais pour l'orientation générale de la revue. Deux d'entre eux ont été l'occasion d'une discussion entre les auteurs et le comité de rédaction. Nous en rapportons les principaux éléments. En outre, R. Zuniga développe dans un texte théorique inscrit dans son expérience professionnelle et politique une réflexion sur l'articulation entre la perspective socio-politique de la recherche-action qu'il défend et les enjeux du contrôle du savoir. Enfin, le comité procède à un retour sur sa démarche de travail.

Éditions coopératives Albert Saint-Martin

C.P. 68, Succ. Vimont, Laval (Québec) H7M 3N7

MÉDECINE ET SOCIÉTÉ LES ANNÉES 80

- Luciano Bozzini
- Marc Renaud
- Dominique Gaucher
- Jaime Llambias-Wolff

Au moment où la science bio-médicale semble à son apogée et ouvrir la voie à de nouvelles victoires thérapeutiques — inimaginables il y a à peine trente ans — voilà qu'apparaît une nouvelle génération de scientifiques qui critique cette médecine.

Elle conteste non seulement ses pouvoirs et ses privilèges mais également ses postulats épistémologiques. Elle affirme que sous le prétexte de sauver les corps, la médecine a érigé un immense appareil de contrôle social dont l'efficacité thérapeutique même est contestable.

Cette contestation s'exprime dans les textes des quelques 22 intervenants.

Un livre qui ne peut manquer de soulever des interrogations...

560 pages

Prix : 12,00 \$